Ils donnent du sens à leur travail

Le parcours 1,2,3 Go Social sert de tremplin aux jeunes entreprises qui démarrent

PAR NADIA DI PILLO

Si l'entrepreneuriat social fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des décideurs politiques et économiques, son concept même reste encore méconnu du large public. L'événement 1,2,3 Go Social, organise jeudi dans l'auditorium de la Banque de Luxembourg, a permis de donner un coup de projecteur sur ce secteur porteur d'avenir.

L'idée d'entrepreneur social vous semble encore floue? Voici l'exemple de Freeflex+, un projet luxemple de Freeflex+, un projet luxemple de reconditionnés. Les entreprises et administrations font don de leurs ordinateurs usagés mais fonctionnels pour les mettre à la disposition de personnes défavorisées. Le concept permet non seulement de réduire la fracture numérique, mais aussi de créer des emplois solidaires pour des personnes peu qualifiées ou en réinsertion sociale.

Autre exemple avec «Terra». Sur un site de 1,5 ha au Eicherfeld à Luxembourg, l'entreprise sociale produit des fruits et légumes, distribués à ses membres qui paient une cotisation annuelle pour leur part de récolte. Le projet vise la transition vers une agriculture résiliente et régénératrice. «Pour l'instant, 150 familles se sont inscrites au programme. Cela nous permet de cultiver dans l'indépendance absolue. Tous les coûts courants sont couverts au début de l'année», explique Pit Reichert, l'initiateur du projet avec Marko Anyfandakis et Sophie Pixius. Leur coopérative a déjà généré 120.000 euros de chiffre d'affaires depuis sa création il y a un an.

Voilà deux exemples très concrets choisis parmi les sept projets présentés hier lors de la grande soirée 1,2,3 Go Social. Organisé pour la troisième année consécutive par Business Initiative, devenu Nyuko suite à son rapprochement avec The Impactory, ce programme vise à accompagner de jeunes entrepreneurs dans leur

PARCOURS 1,2,3 GO SOCI DES EXPERTS AIDENT DES ENTREPRENE ENTREPRENEURS SOOT! AU LUXEMBOURG Bénéficiez d'un ACCOMPAGNEMENT GRA pour élaborer votre BUSINESS PLAN SOC 1 Vous avez PROJET A DIMENSION **OU SOLIDA!** 2. Bénéficiez **DES FORMA** ET DE COAC **GRATUITS** 3. Développe RÉSEAU

Nikolaus Hutter, directeur chez Angello Capital, a animé et commenté la séance de pitchs à laquelle ont participé sept entrepreneurs sociaux. (PHOTOS: CHRIS KARABA)

parcours de création d'entreprise, à les aider à construire, affiner ou parfaire leur plan d'affaires.

Un concept encore méconnu

Si l'entrepreneuriat social fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des décideurs politiques et économiques, son concept même reste encore parfois méconnu du grand public. «L'entrepreneuriat social utilise le savoir-faire du monde des entreprises pour apporter des réponses nouvelles à des problèmes sociaux encore irrésolus». Voilà comment Philippe Depoorter, secrétaire général de la Banque de Luxembourg a défini cette nouvelle forme d'entrepreneuriat. «Dans un paysage de lendemain de crise, ces modèles ouvrent des voies innovantes et du-

rables, en prenant le meilleur des deux mondes», a-t-il ajouté.

Beaucoup de secteurs de l'économie, des plus traditionnels aux plus novateurs, sont concernés par cette vague entrepreneuriale, perçue comme pourvoyeuse d'emplois. Si ces entités séduisent pour leur côté social et innovant, les défis auxquelles elles doivent faire face sont nombreux. A commencer par la recherche de financements. «Nous observons que combien même un large consensus réunit les investisseurs potentiels, ceux-ci sont souvent moins nombreux lorsqu'il s'agit de sortir le carnet de chèque», a ainsi constaté M. Depoorter. «Comme si bon nombre d'entre nous avaient du mal à voir un modèle à vocation social tendre doucement vers une économie de marché telle que nous la connaissons», a-t-il ajouté. Or, l'entrepreneuriat classique et social auraient «tout à gagner d'apprendre davantage l'un de l'autre pour partager à terme un ensemble de valeurs mais également de principes de fonctionnement dont celui du financement, seul garant de durabilité».

Une autre interrogation demeure sur le rôle que devrait avoir l'Etat pour accompagner ces entreprises. «Le rôle de l'Etat ne serait-il pas de mettre en place un fonds de garantie ou une forme de cautionnement pour permettre aux entrepreneurs retenus par 1,2,3 Go Social de trouver un crédit bancaire à hauteur d'un besoin auquel les subsides, par exemple, ne sauraient répondre», a notamment glissé M. Depoorter comme sujet de réflexion. Les entrepreneurs sociaux ont également besoin de mises en relation. Alors pourquoi ne pas les faire bénéficier «des réseaux et dispositifs d'accompa-

gnement du ministère de l'Economie pour rencontrer d'autres entrepreneurs et étudier avec eux des synergies et opportunités qu'ils auraient à travailler ensemble?»

Projet de loi avant la fin de l'année

De son côté, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie solidaire a confirmé une nouvelle fois le dépôt pour la fin du mois d'avril de l'avant-projet de loi sur la «société d'impact sociétal». «La Chambre des députés devrait être en mesure de voter la loi vers la fin de l'année», a précisé Nicolas Schmit.

Dotée d'une incitation fiscale, cette société comblerait un vide juridique au Luxembourg et jetterait un pont entre le secteur à but lucratif et le secteur social et solidaire. «Je crois très fortement en l'avenir de l'entrepreneuriat social, qui vise à concilier viabilité économique et impact social. Au Luxembourg, nous devons mobiliser toutes les forces et énergies qui travaillent sur ces dossiers, parce que notre société a besoin de cohésion sociale.»

Un incubateur dédic

Au-delà du cadre réglementaire, c'est tout un écosystème de l'économie sociale qu'il faut mettre en place. Le gouvernement travaille actuellement sur un projet d'incubateur pour des entreprises sociales. «J'ai eu l'occasion de visiter un tel incubateur dans la région parisienne et il fonctionne très bien. L'idée est de mettre en place un espace de travail convivial qui crée une communauté de pairs partageant expériences et compétences. Nous étudions encore les possibilités de lieux d'implantation. Nous avons identifié deux ou trois endroits potentiels», a assuré le ministre.



Pit Reichert est l'initiateur de «Terra», projet qui vise la transition vers une agriculture résiliente et régénératrice.